

Rapport Financier

Conseil d'Administration du 05 mars 2012

1. BILAN

Le total de notre actif net s'élève au 31 décembre 2011 € à 1 735 873€ (+2.59%).

L'actif immobilisé s'élève à 671 091 € (+0.82%), l'actif circulant s'élève à 1 064 782€ (+ 3.73 %).

Le total de notre passif s'élève donc également au 31 décembre 2011 à 1 735 843 €.

Les capitaux propres s'élèvent à 772 838 € (+ 1.94 %), les provisions pour risques à 68 112 € (+ 121.09%), et les dettes s'élèvent à 894 894€ (-0.92%).

2. COMPTE DE RESULTAT

Les produits d'exploitation s'élèvent à 4 985 897€ (en hausse de près de 4.92 %), les charges d'exploitation s'élèvent à 4 951 217 € (en hausse de près de + 7 %).

Le résultat d'exploitation est excédentaire de 34 680 €.

Les produits financiers s'élèvent à 1607 €, les charges financières s'élèvent à 11 951€ (dont dotation emprunt de 11 937 € et 14 € autres charges financières).

Le résultat financier est déficitaire de 10 344 € (déficit en baisse de 26.8 %).

Le résultat courant est donc excédentaire de 24 336 €.

Les produits exceptionnels s'élèvent à 39 320 € (en hausse de 44.13%), les charges exceptionnelles s'élèvent à 44 963€ (en hausse de 17.39 %).

Le résultat exceptionnel est déficitaire de 5 643 €.

Le résultat de l'exercice est donc excédentaire de 18 693 €.

3. ANALYSE DU RESULTAT DE L'EXERCICE 2011

A l'échelle de notre fédération, il s'agit donc là en réalité d'un exercice à l'équilibre puisque ce résultat ne représente « que » moins de 0,4 % de notre chiffre d'affaires/d'activités (et même si nous pouvons légitimement nous en réjouir dans le contexte économique actuel). A noter également que notre chiffre d'affaires/d'activités dépasse, pour la première fois cette année, la barre des 5 000 000 d'euros, traduisant financièrement l'augmentation constante de notre activité, tous secteurs confondus.

Ce résultat vient donc consolider encore les résultats favorables des deux années précédentes, qui nous avaient permis de reconstituer notre trésorerie au niveau nécessaire à notre activité. Il intègre par ailleurs la capacité que nous avons eu à absorber en 2011 des mesures conventionnelles obligatoires pour une partie de nos salarié(e)s dépendant de la Convention collective nationale des organismes de formation, et la poursuite de constitution de provisions légales pour risques.

Ce résultat légèrement excédentaire a été rendu possible :

- Par une bonne maîtrise de l'ensemble des budgets des différents services et des services généraux communs, malgré une année difficile, traduisant le contexte économique des familles, pour notre activité vacances enfants et tourisme social et familial. Les difficultés budgétaires de ce secteur d'activité ont été en partie compensées par l'activité de tous les autres services, notamment celle de notre service culture-citoyenneté, notre service formation, notre secteur multimédia, et celle tournée vers les séjours scolaires, avec des résultats significativement supérieurs au budgétisé. Des dimensions conjoncturelles importantes, sur lesquelles nous ne pouvons bien entendu pas baser notre équilibre futur, sont venues permettre l'excédent final.
- Par le maintien des aides financières de différents partenaires, et notamment de la collectivité départementale, que nous remercions particulièrement pour son soutien constant, sur nos différentes actions (culture, vie associative, secteurs sportifs et vacances notamment), et malgré la baisse de plus de 37 000 € de la subvention du Ministère de l'Education nationale (baisse qui serait maintenue en 2012...), d'autres services de l'Etat, notamment DDCSPP et DRAC, nous ayant maintenu leur aide. Les différentes subventions d'exploitation représentent ainsi 872 850 €, soit 17 % de notre budget.

Notre équilibre économique reste cependant fragile, comme l'a montré notre travail budgétaire 2012, et même si nous avons retrouvé à présent les moyens d'affronter plus sereinement des éventuels imprévus. Le travail effectué sur notre projet fédéral s'inscrira donc dans un contexte économique contraint, nécessitant de rechercher les financements nécessaires au maintien et au développement de nos actions et des moyens humains qui y sont affectés.

Nous n'ignorons pas également que cet équilibre pourrait être réinterrogé brutalement dans les mois ou années qui viennent, par les politiques publiques selon les choix qui seront effectués..., et/ou par la réforme des collectivités territoriales, si elle devait être maintenue dans ses conditions initiales...

Pour le Conseil d'Administration : JP LAVAL, Trésorier

un avenir par l'éducation populaire